

Sites : **Charles Foix** – **Pitié Salpêtrière** – **Rothschild** –
Saint Antoine – **Tenon** – **Trousseau** – **La Roche-Guyon**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024

Appel d'Offres Ouvert en application des articles R.2124-1, R.2124-2, R2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

**OBJET : Maintenance préventive et curative des portes
automatiques, portails et barrières motorisées
du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université
sites Pitié-Salpêtrière et Charles Foix**

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portails et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	1 / 19

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Durée du marché	3
1.3 Forme du marché	3
ARTICLE II - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE III – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE.....	5
3.1 Le présent contrat prévoit que le titulaire du présent contrat participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.....	5
3.2 Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.....	5
3.3 Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.	5
3.4 Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.....	5
ARTICLE IV - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENTS.....	6
4.1 Répartition des paiements	6
4.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation et règlement des comptes.....	6
4.3 Variation dans les prix.....	8
4.4 Paiement, intérêt moratoires et indemnité forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement	8
ARTICLE V - FACTURATION	9
5.1 Remise et acceptation des factures.....	9
5.2 Modalités complémentaires de règlement des comptes	9
ARTICLE VI – NANTISSEMENT ET CESSIONS DE CREANCES	10
ARTICLE VII – AVANCE	10
ARTICLE VIII – RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE IX – EXECUTION DE LA PRESTATION	10
9.1 Modalités d'exécution	10
9.2 Conditions d'exécution.....	11
9.3 Sous-traitance	12
9.4 Pénalités et fautes graves.....	12
ARTICLE X – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
10.1 Généralités.....	14
10.2 Types de contrôles	14
10.3 Moyens de contrôles	15
10.4 Décision après contrôle	15
10.5 Garantie.....	16
10.6 Assurances	16
ARTICLE XI – RESILIATION.....	16
ARTICLE XII - LITIGES	18
ARTICLE XIII – TRANSFERT D'ACTIVITE.....	19
ARTICLE XIV – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	19

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	2 / 19

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet d'assurer par le titulaire, pour le compte Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université, les prestations de Maintenance préventives et curative des portes automatiques, portails et barrières motorisées des sites Pitié Salpêtrière et Charles Foix Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université.

- PITIE SALPETRIERE, 47-83 Bd de l'Hôpital – 75651 Paris cedex 13
- CHARLES FOIX, 7 avenue de la République - 94200 Ivry-sur-Seine

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de la date de réception de la notification jusqu'au 07 août 2026.

Si le montant maximum du marché est atteint, le marché sera résilié de plein droit et sans indemnité.

1.3 Forme du marché

Le marché est composé en deux catégories de prestations :

- **D'une partie à prix global forfaitaire** correspondant aux prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, chiffrées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de chaque site ainsi que dans l'acte d'engagement (article 2.2).
- **D'une partie à bons de commande** passée en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique **selon les prix indiqués dans le Bordereau des Prix unitaires (BPU) ou sur prix hors bordereau.**

Le marché sera donc également un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre), c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le groupe hospitalier s'engage sur un montant minimum correspondant à la part forfaitaire.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum correspondant à la part forfaitaire et à la part à bons de commande.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portails et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	3 / 19

ARTICLE II - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes et prévalent les unes contre les autres dans l'ordre progressif de leur énumération :

A/ Pièces particulières

- 1 – L'acte d'engagement (A.E.)
- 2 – La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de chaque site - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- 3 – Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).
- 4 – Les documents constituant le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et les annexes
- 5 – Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- 6 - L'offre technique du titulaire

B/ Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix.

- 1/ Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (D.T.U.)
- 2/ Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.)
- 3/ L'ensemble des textes administratifs auxquels par sa nature est soumise à l'opération.
- 4/ En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment.
- 5/ Normes de l'Association Française de Normalisation.
- 6/ C.C.A.G., fournitures courantes et prestations de services, en vigueur au moment de la passation du marché.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	4 / 19

ARTICLE III – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

3.1 Le présent contrat prévoit que le titulaire du présent contrat participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

3.2 Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant (ou du sous-concessionnaire).

3.3 Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Groupe hospitalo-universitaire AP-HP Sorbonne Université 6 Site Pitié Salpêtrière – Direction Générale – Cellule des marchés – Cour du marché, porte 04 – 47, boulevard de l'hôpital – 75651 PARIS cedex 13 Téléphone : 01 42 17 60 91.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

3.4 Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portails et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	5 / 19

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;

Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de euros 100 (cent) par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

ARTICLE IV - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENTS

4.1 Répartition des paiements

L'A.E. indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

4.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation et règlement des comptes

- Contenu des prix

Les prix du marché sont exprimés hors T.V.A. et toutes taxes comprises et sont établis en tenant compte notamment :

- des frais d'études d'exécution;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'ouvrages par d'autres corps d'état ;
- des sujétions d'organisation du chantier;
- des présentations d'échantillons, prototypes, etc...;
- des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur ; en particulier, installer à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et tous les nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments
- des mesures nécessitées par le fonctionnement de l'établissement et à cet effet :
- l'entrepreneur devra s'informer avant de soumissionner, des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. A défaut de précision dans le C.C.T.P., ces renseignements lui seront fournis par l'ingénieur de l'hôpital, dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'établissement;

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	6 / 19

L'entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

L'entrepreneur doit fournir les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultant des remplacements et mises en état incombent au titulaire du marché, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage.

– Règlement des prestations

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- soit à prix forfaitaires pour les opérations programmées d'entretien complet ;
- soit à prix unitaires par application des prix des bordereaux des prix unitaires.

Les ouvrages dont les prix ne figurent pas dans le bordereau seront réglés avec le maître d'ouvrage sur la base suivante :

- main d'oeuvre : les prix horaires seront déterminés d'après le bordereau des prix unitaires.
- fournitures : pour les pièces détachées, hors bordereau, le coefficient à appliquer sur le prix d'achat est de : **1.15**. (attention : les prix devront être justifiés par la présentation des factures du fournisseur). Les pièces détachées fabriquées dans l'usine du fournisseur titulaire du marché seront traitées à prix débattu avec le maître d'ouvrage (sur présentation d'une attestation de la société qui confirme que la pièce détachée est fabriquée dans son usine)

Sous-traitant

Aucun coefficient ne sera appliqué sur une prestation effectuée (fourniture et main d'oeuvre) par un sous-traitant que ce soit de la sous-traitance au bordereau de prix ou hors-bordereau de prix.

En cas de changement dans la nature du parc des appareils à entretenir (adjonction ou suppression d'appareils, modification des caractéristiques des appareils), le marché sera mis à jour par voie d'acte modificatif.

Règlement de la partie à prix forfaitaire.

Le règlement des prestations à prix forfaitaire sera effectué semestriellement après chaque visite sur la base du prix de l'acte d'engagement.

En cas de mise à l'arrêt d'appareils, totale ou partielle, il sera établi un décompte pour solde.

Règlement des travaux non prévus

Les travaux non prévus feront l'objet d'un devis puis d'un ordre de service. La facturation, service fait, sera établie comme indiquée ci-dessus : soit sur prix unitaires des bordereaux, soit sur prix débattus en ce qui concerne les fournitures ou produits spécifiques hors bordereaux ; pour le prix horaire de main d'œuvre il se fera conformément au BPU.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	7 / 19

Dans les cas de travaux urgents ou de travaux n'excédant pas 1000 Euros, la facturation pourra être établie selon des attachements, émis par le prestataire et remis en temps voulu chaque fois qu'il sera nécessaire au responsable technique désigné de l'hôpital qui les fait vérifier et apporte les rectifications qu'il juge nécessaires. Ces attachements font également l'objet d'un ordre de service.

4.3 Variation dans les prix

Les prix seront fermes sur la première année du marché.

Les prix seront remis à jour annuellement par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,80 \times \frac{ICHT - Ime}{ICHT - Ime_0} + 0,20 \times \frac{Fsd2}{Fsd2_0})$$

dans laquelle la signification des paramètres est la suivante :

- P = Prix révisé ;
- P₀ = Prix de base du marché ;
- ICHT-Ime= Indice élémentaire des salaires des industries mécaniques et électriques publié au mois de la date de la révision ;
- ICHT-Ime₀= Indice élémentaire des salaires des industries mécaniques et électriques correspondant au mois d'établissement des prix ;
- Fsd2 = Indice des frais et services divers au mois de la date de révision ;
- Fsd2₀ = Indice des frais et services divers correspondant au mois zéro (M0) d'établissement des prix.

Il est rappelé que le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de Mai 2024 ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

4.4 Paiement, intérêt moratoires et indemnité forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement

Paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget du groupe hospitalier Sorbonne Université. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales – FCS.

En application de l'article R.2192-11 du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	8 / 19

Intérêts moratoires, indemnités forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Au-delà de ce délai global de paiement, le taux applicable sera fixé sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ces opérations de refinancement majoré de 8 points.

Conformément aux articles R2192-35 et R2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE V - FACTURATION

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

5.1 Remise et acceptation des factures

Une facture est établie pour chaque commande après constat du service fait.

Le titulaire remet chaque facture en 1 exemplaire, en précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et en donnant tous les éléments de détermination de ces sommes au format dématérialisé sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Avec le n° de SIRET APHP 267 500 452 019 28

Portail CP 2017

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

5.2 Modalités complémentaires de règlement des comptes

Chaque facture comportera les mêmes indications que celles qui figurent sur le marché :

- nom et adresse du créancier
- code du site hospitalier
- n° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	9 / 19

- le numéro de marché
- le n° de la facture
- le(s) numéro(s) de bon(s) de commande et leur(s) date(s)
- la désignation explicite des prestations facturées.
- les prix de références du marché
- le montant total hors taxe de la facture
- le taux et le montant des taxes
- le montant total toutes taxes comprises de la facture

ARTICLE VI – NANTISSEMENT ET CESSIONS DE CREANCES

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code la commande publique.

En application de l'article R. 2191-45 du code la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

ARTICLE VII – AVANCE

Une avance peut être accordée au titulaire du marché. Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux modalités des articles R. 2191-3, R. 2191-6, R. 2191-7, R. 2191-8, R. 2191-16, R. 2191-18, R. 2191-19 du Code de la commande publique. L'attributaire devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant minimum du marché.

ARTICLE VIII – RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire sera dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE IX – EXECUTION DE LA PRESTATION

9.1 Modalités d'exécution

Changement dans la nature des installations à entretenir

En cas de changement dans la nature des installations à entretenir (adjonction ou suppression d'appareils, modification des caractéristiques...), le marché sera modifié par avenant.

Equipements sous garantie

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	10 / 19

Pour la partie neuve de l'installation, durant la période de garantie, le titulaire est tenu d'assister l'Administration dans son droit de recours vis à vis des entreprises ayant participé à la construction.

Il devra donc signaler à l'Administration toute anomalie, malfaçon, vice caché ou omission sur ces installations par rapport aux règles de l'art, aux notices de montage ou aux pièces descriptives qu'il a eu à connaître.

Suivant le cas, il devra demander l'application des garanties pluriannuelles.

Il devra participer aux expertises que le maître de l'ouvrage aura éventuellement à entreprendre afin de faire valoir ses droits auprès des sociétés et de leurs assurances.

9.2 Conditions d'exécution

La prestation doit être exécutée dans les conditions ci-après.

- ✓ Le titulaire devra s'informer avant de soumissionner des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. A défaut de précision dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières, ces renseignements lui seront fournis dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'établissement par le Directeur de l'établissement.

Il est interdit à l'entrepreneur et aux ouvriers d'entrer en communication avec le personnel,

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de son prix de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- ✓ Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérent aux modalités d'exécution de certains travaux ;
- ✓ L'installation à ses frais, sauf dérogation portée au Cahier des Clauses Techniques Particulières, de garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires tant pour satisfaire aux règlements que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

L'entrepreneur devra, en outre, prendre à sa charge en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de ses interventions à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- ✓ Bruits d'origines diverses ;
- ✓ Odeurs, fumées gaz d'origines diverses ;
- ✓ Poussières d'origines diverses ;
- ✓ Détritus divers ;
- ✓ Sécurité insuffisamment assurée.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	11 / 19

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués, le titulaire devrait en référer à la personne responsable de la maintenance dans l'établissement.

9.3 Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ; une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail, un extrait Kbis, un RIB, une facture vierge, une copie des attestations fiscales et sociales ainsi que les moyens humains et techniques dévolues à la prestation sous-traitée.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

9.4 Pénalités et fautes graves

Des pénalités seront appliquées selon les prescriptions suivantes :

Définition des pénalités	Unité de calcul	Montants des pénalités
Non déclaration de sous-traitant	Par cas constaté	200 € HT par cas constaté
Non-respect de l'obligation de formation et de qualification du personnel d'intervention comme prévu au CCTP	Par cas constaté	500 € HT par cas constaté
Constat de conditions de travail non-conformes aux règlements en vigueur	Par cas constaté	500 € HT par cas constaté
Non-respect des contraintes particulières en milieu hospitalier (obligations d'hygiène et de sécurité, notamment) et des règles de confidentialité comme prévu au CCTP	Par cas constaté	200 € HT par cas constaté
Retard de remise en service dans le cas d'une installation non fonctionnelle selon le délai fixé dans le CCTP	Par manquement et par installation concernée	50 € HT par heure de retard
Retard dans la transmission de devis pour réparation ou remplacement des pièces dans le délai fixé au CCTP	Par devis et par installation concernée	50 € HT par jour ouvré de retard
Retard dans la réalisation des interventions conformément aux devis validées et dans les délais validés entre le prestataire et le	Par manquement et par installation concernée	50 € HT par jour ouvré de retard

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	12 / 19

responsable du suivi technique		
Retard de transmission du planning de la maintenance préventive selon le délai fixé au CCTP	Par manquement et par installation concernée	20 € HT par jour ouvré de retard
Retard de transmission des rapports de maintenance	Par installation concernée	100 € HT par manquement
Prestations non conforme au CCTP / Devis	Par installation concernée	50 € HT par jour ouvré de retard suite à la notification par mail ou fax.
Non-respect des dates de visite de maintenance préventive selon le calendrier proposé et validé par le RST	Par manquement et par installation concernée	100 € HT par jour ouvré de retard
Perte ou détérioration de clés d'accès aux locaux	Par clé et par perte	30 €
Absence à réunion tel que défini au CCTP	Par réunion	100 € HT par manquement
Absence d'information de fin d'intervention du technicien	Par manquement et par installation concernée	50 € HT par manquement

Toute défaillance donnant lieu à pénalité doit être confirmée par courrier adressé au titulaire par la Direction des Travaux et de la Maintenance Groupe Sorbonne Université, ou son représentant dans les 20 jours suivant les faits constatés.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Si le respect de délais d'intervention ou la non réalisation d'une intervention conditionne l'intervention d'une ou de plusieurs autres Entreprises, le montant de la pénalité sera majoré du montant éventuel des indemnités des autres intervenants réclamés au titre de préjudice.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, Toutes les pénalités objet du présent article ci-avant sont cumulables.

Définition des Fautes Graves	Unité de calcul	Résiliation pour faute grave
Retard de remise en service dans le cas d'une installation non fonctionnelle selon le délai fixé dans le CCTP	Par manquement et par installation concernée	Au-delà de 10 h
Retard dans la transmission de devis pour réparation ou remplacement des pièces dans le délai fixé au CCTP	Par devis et par installation concernée	Au-delà de 10 jours ouvrés
Retard dans la réalisation des interventions conformément aux devis validées et dans les validés entre le prestataire et le responsable du suivi technique	Par manquement et par installation concernée	Au-delà de 10 jours ouvrés
Retard de transmission du planning de la maintenance préventive selon le délai fixé au CCTP	Par manquement et par installation concernée	Au-delà de 15 jours ouvrés
Retard de transmission des rapports de maintenance	Par installation concernée	Au-delà de 5 manquements
Prestations non conforme au CCTP / Devis	Par installation concernée	Au-delà de 3 manquements

Non-respect des dates de visite de maintenance préventive selon le calendrier proposé et validé par le RST	Par manquement et par installation concernée	Au-delà de 2 manquements
Perte ou détérioration de clés d'accès aux locaux	Par clé et par perte	Au-delà de 3 pertes
Absence à réunion tel que défini au CCTP	Par réunion	Au-delà de 5 manquements
Absence d'information de fin d'intervention du technicien	Par manquement et par installation concernée	Au-delà de 5 manquements

Les délais et manquements sont cumulables par type d'infraction sur la durée totale du contrat.

ARTICLE X – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Généralités

Le titulaire est tenu de se prêter aux contrôles nécessaires à la vérification de l'exécution correcte de ses prestations.

L'administration peut à tout moment procéder sans préavis à toutes vérifications utiles et faire contrôler les installations par un organisme habilité de son choix sans que ce contrôle dégage en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

En cas de litige de contrôle sera établi contradictoirement.

Les contrôles systématiques sont à la charge du titulaire.

Les contrôles inopinés pour lesquels il est fait appel à un Conseil sont à la charge de l'Administration.

Les contrôles probatoires contradictoirement sont à la charge du titulaire.

10.2 Types de contrôles

Contrôles et visites réglementaires

Les visites et contrôles ne sont pas à la charge du titulaire du marché. Toutefois, il devra avertir l'Administration de la nature et de la périodicité des contrôles et se prêter aux sujétions qu'ils entraînent (notamment l'accompagnement du technicien effectuant le contrôle).

Contrôles quantitatifs

Visant à l'exécution des différentes prestations aux périodicités définies et la présence effective des personnels.

Contrôles qualitatifs

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	14 / 19

Permettant de vérifier la conformité des résultats obtenus avec les prescriptions du marché et le maintien en bon état des installations confiées, le maintien des consommations à un niveau compatible avec les objectifs du marché.

10.3 Moyens de contrôles

Planning d'interventions

Le titulaire devra mettre au point dans le mois de début d'exécution de son marché le planning des interventions programmées d'entretien sur l'ensemble des matériels composant l'installation, demandé au C.C.T.P.

Les opérations de maintenance seront réparties sur l'ensemble de l'année.

Ce planning doit être scrupuleusement suivi, sous peine d'application des pénalités même si les objectifs sont apparemment maintenus.

Cahier de bord

L'exploitant doit tenir un cahier de bord sur lequel seront consignés journallement :

- ✓ Les heures de départ et d'arrivée des différentes équipes avec mention des noms et qualités de toutes les personnes les composant,
- ✓ les heures d'entrée et de sortie des personnes étrangères à l'entreprise en indiquant leurs noms et qualités et le motif d'intervention sur les matériels objets du présent marché,
- ✓ le relevé de toutes les opérations d'entretien programmées suivant planning,
- ✓ les interventions et réparations effectuées par l'installateur ou ses fournisseurs,

Le client peut à tout moment prendre connaissance de ce cahier de bord sur simple demande au titulaire qui doit le tenir en permanence à sa disposition dans ses bureaux sur place. Ces documents peuvent être utilisés comme pièces justificatives en cas de contestations entre les parties. Le cahier fera l'objet d'un émargement hebdomadaire de la part du client

10.4 Décision après contrôle

Dans le cas où apparaît un litige ou lorsque le contrôle fait apparaître une défaillance du titulaire, l'Administration peut suivant les cas et la gravité de la faute :

- ✓ Demander un contrôle probatoire des mesures complémentaires, ceux-ci seront exécutés contrairement au titre du contrat.
- ✓ Refuser la prestation, dans ce cas le titulaire devra la recommencer.
- ✓ Demander réparation, lorsque la prestation mal exécutée a entraîné dégradation, le titulaire sera tenu de réparer l'installation à ses frais. Si cette réparation est hors de sa compétence son montant pourra être prélevé sur le montant du marché si elle n'est pas couverte par l'assurance.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	15 / 19

- ✓ Le titulaire devra mettre au point dans le mois de début d'exécution de son marché le planning des interventions programmées d'entretien sur l'ensemble des matériels composant l'installation, demandé au C.C.T.P.
- ✓ Les opérations de maintenance seront réparties sur l'ensemble de l'année.
- ✓ Demander résiliation, pour faute grave, sans préjudice de l'application des paragraphes précédents Le nantissement ou la cession de créances afférentes pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

10.5 Garantie

A l'expiration du marché, qu'il soit résilié ou non, le titulaire remettra au client les bons de garantie (ou les documents équivalents) des pièces détachées qu'il a remplacées et encore sous la garantie du fabricant. Il en est de même des plans mis à jour et des notices des appareils.

10.6 Assurances

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché, le Titulaire du marché ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances en état de validité conformément à la loi du 4 janvier 1978 et de son décret d'application 78.1093 du 17 novembre 1978.

Le Titulaire désigné dans le marché devra également justifier d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

Le Titulaire du marché est tenu d'informer le site hospitalier de toute modification afférente à son assurance notamment la résiliation ou le changement de compagnie, ceci dans les huit jours qui suivent sa décision.

L'entreprise prend intégralement à sa charge toute franchise mentionnée dans son contrat d'assurance.

ARTICLE XI – RESILIATION

Dans le cas de prestations non conformes, la personne publique peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le Titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées. A la suite de la réception de la lettre de mise en demeure, le Titulaire dispose d'un délai de quarante-huit heures pour se mettre conforme.

Si, à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer une prestation normale, la personne publique peut y pourvoir aux frais et risques du Titulaire.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	16 / 19

Les pénalités visées ci-dessus continuent de s'appliquer pendant la période où la personne publique assure cette fourniture à la place du Titulaire.

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université pourra, si le Titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi que le Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS (chapitre VII), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours suivant la réception de ces mises en demeure.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du Titulaire déchu, après notification à ce dernier, et ce, conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2151-12 à R. 2151-16 du code la commande publique.

La résiliation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé réception, avec un préavis de 3 mois.

Indépendamment de ces dispositions, la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire du marché peut intervenir dans les cas suivants :

Redressement et liquidation judiciaires

Le titulaire doit aviser le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le marché est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'utilise pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du marché.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit de l'expiration du délai fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université à cette personne, si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.

La résiliation peut donner lieu à des dommages et intérêts au profit du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université

Force majeure

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation au groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université.

Cas de titulaire étranger

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	17 / 19

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français. Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

ARTICLE XII - LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Recours gracieux

Le recours gracieux est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'Acheteur en cas de différend.

Les délais de recours et de réponse de l'administration sont ceux fixés dans le CCAG/FCS.

Recours hiérarchique

Le recours hiérarchique est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'autorité indiquée ci-dessous lorsqu'il entend contester la décision prise à son égard par l'Acheteur

Le titulaire dispose alors de 2 mois pour présenter son recours hiérarchique à compter soit :

- de la décision explicite de rejet du recours gracieux,
- à l'expiration du délai de 2 mois valant décision implicite de rejet.

L'autorité qualifiée pour se prononcer sur le recours hiérarchique est :

Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
55 Boulevard Diderot
CS 22305
75610 Paris CEDEX 12

Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux

Recours contentieux

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312 - 11 du code de justice administrative.

Règlement amiable des litiges

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché pourront être soumis au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges conformément aux dispositions de l'article R2197-1 à 22 du Code de la Commande Publique.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	18 / 19

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R.312-11 du Code de Justice Administrative.

Cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE XIII – TRANSFERT D'ACTIVITE

Le titulaire s'engage à informer le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le Titulaire s'engage à en informer le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université.

Un acte modificatif sera nécessaire pour la prise en compte de la nouvelle entité.

ARTICLE XIV – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services par l'article 2 du présent CCAP.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et de Services par l'article VIII-4 du présent CCAP.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-019 du 28/03/2024	PSL-CFX
CCAP	Maintenance préventive et curative des portes automatiques, Portalis et barrières motorisées des sites PITIE SALPETRIERE et Charles FOIX du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	19 / 19